

N° de résolution  
ou annotation

Il est proposé Tammy Arsenault et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

d'autoriser le paiement des dépenses effectuées par un fonctionnaire dans le cadre d'une délégation et politique de variation budgétaire selon le règlement # 03-2007 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et qui apparaissent dans le bordereau CAP-02-23 (comptes à payer) totalisant une somme de 6 588.64\$.

- Les entreprises J.M. Arsenault	204.80	#1532
- Doris Deschênes	80.50	#1533
- DLL Financial Solutions	181.66	#1534
- Fédération québécoise des municipalités	2 045.50	#1535
- Liber	104.79	#1536
- Martial Charest	224.76	#1537
- CFL Environnemental 2022 inc	1 998.37	#1538
- MRC d'Avignon	577.40	#1539
- Municipalité St-Alphonse LET	722.25	#1540
- PCM solutions d'affaires	203.15	#1541
- Les pétroles BSL	245.46	#1542

D'ajuster le montant de la facture DLL Financial Solutions afin de ne pas avoir de frais de retard. La municipalité accepte les frais de 90.83 taxes incluses pour le surplus.

### TRÉSORIE

Que le rapport de trésorerie du 1 février au 28 février 2023 a été déposé et présenté.

### CORRESPONDANCE

040-2023

#### AFFICHE A LA MUNICIPALITÉ/CENTRE-ELLES

Considérant la demande de Noémie Cyr du Centre-Elles de participer au projet de déplacement de la murale collective réalisée par les femmes du centre.

Il est proposé par Tammy Arsenault et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

Que la municipalité effectue le déplacement de la murale de Matapédia à Saint-André-de-Restigouche.

041-2023

#### PROPOSITION DE FORMATION/UNIVERSITÉ DE LAVAL

Considérant l'offre de formation de l'université de Laval, "débordé(e) comment s'en sortir" au montant de minimum 215\$ et de maximum 430\$ par participant.

Considérant qu'il reste des fonds au poste budgétaire de formation pour les employés administratifs

Il est proposé par Jean-Paul Landry et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

Que la municipalité paie la formation à la directrice générale, Karine Dubé.

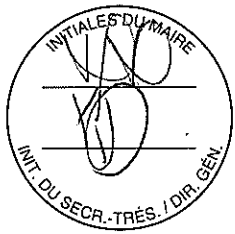
042-2023

#### FESTIVAL D'LA BON'HUMEUR/ DEMANDE DE COMMANDITE

Considérant la demande de commandite pour le Festival d'la bon'humeur

Considérant que la municipalité a remis 50\$ pour ce festival l'année précédente

Il est proposé par Jean-Paul Landry et résolu à l'unanimité des conseillers présents :



N° de résolution  
ou annotation

043-2023

Que la municipalité fasse don de 50\$ pour le Festival d'la bon'humeur.

## TOUTES RECOMMANDATIONS DES CONTRIBUABLES PAR ÉCRIT

### AVIS DE MOTION / PROJET DE RÈGLEMENT 001-2023 RÈGLEMENT SUR LA DÉMOLITION D'IMMEUBLES.

La conseillère Sylvie Charest donne l'avis de motion que le règlement 001-2023 règlement sur la démolition d'immeubles et qu'il sera adopté à une séance ultérieure. Le projet de règlement est déposé à la table du conseil.

### PROJET DE RÈGLEMENT/RÈGLEMENT SUR LA DÉMOLITION D'IMMEUBLES.

CONSIDÉRANT QU'en vertu des articles 148.0.2 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), une municipalité doit adopter un règlement sur la démolition d'immeubles;

CONSIDÉRANT QUE le règlement sur les permis et certificats est en vigueur sur le territoire de la municipalité de Saint-André-de-Restigouche et exige un certificat de démolition avant de procéder à celle-ci.

CONSIDÉRANT Qu'un règlement sur la démolition d'immeubles peut s'avérer utile à la réglementation d'urbanisme, notamment pour la protection du patrimoine bâti et la réutilisation du sol dégagé;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal désire permettre aux citoyens d'être entendus concernant les demandes de démolition portant atteinte au patrimoine bâti de la municipalité;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal juge à propos d'encadrer les projets de démolition d'immeubles sur son territoire

CONSIDÉRANT Qu'un avis de motion du présent règlement a été donné à la séance ordinaire tenue le 6 mars 2023

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par Sylvie Charest et résolu unanimement que le règlement suivant soit adopté :

### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

#### ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

#### ARTICLE 2

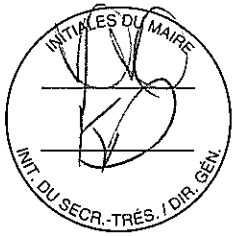
Le présent règlement porte le titre de « Règlement régissant la démolition d'immeubles » et le numéro 001-2023

#### ARTICLE 3

#### Définitions :

Comité : Le comité constitué par le Conseil conformément aux dispositions du présent règlement.

Conseil : Le conseil municipal de la municipalité de Saint-André-de-Restigouche



N° de résolution  
ou annotation

- Démolition :** Intervention qui entraîne la destruction de plus de 50% du volume d'un bâtiment, sans égard aux fondations, y compris son déménagement ou son déplacement.
- Immeuble :** Bâtiment, construction ou ouvrage à caractère permanent érigé sur un fonds et tout ce qui en fait partie intégrante.
- Immeuble patrimonial :** un immeuble cité conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (chapitre P-9.002), situé dans un site patrimonial cité conformément à cette loi ou inscrit dans un inventaire réalisé par la MRC visé au premier alinéa de l'article 120 de cette loi.
- Logement :** Un logement au sens de la Loi sur le Tribunal administratif du logement (RLRQ, c. T-15.01).
- Municipalité :** Saint-André-de-Restigouche
- Règlements d'urbanisme :** Les règlements adoptés par la Municipalité en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1)*
- Requérant :** Le propriétaire de l'immeuble visé par la demande de permis de démolition ou son représentant dûment autorisé
- Sol dégagé :** L'emplacement libéré par la démolition d'un immeuble. Il s'agit strictement du sol où était érigé ce dernier.

## **APPLICATION DU RÈGLEMENT**

### **ARTICLE 4**

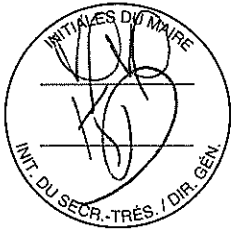
Tout fonctionnaire désigné, nommé selon les dispositions du *règlement sur les permis et certificats* est chargé de l'application et du respect du présent règlement et est autorisé à émettre des constats d'infraction.

## **INTERVENTION ASSUJETTIE**

### **ARTICLE 5**

Tous travaux de démolition d'un immeuble sont interdits à moins que le propriétaire de celui-ci n'ait préalablement obtenu une autorisation conformément au présent règlement.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux immeubles suivants, s'ils ne se qualifient pas comme un immeuble patrimonial:



N° de résolution  
ou annotation

- a) un immeuble qu'une personne démolit ou fait démolir pour se conformer à une ordonnance d'un tribunal compétent;
- b) un immeuble incendié ou endommagé détruit à plus de 50% de son volume sans tenir compte de ses fondations
- c) un immeuble à démolir pour permettre la réalisation d'un projet à une fin municipale;
- d) un immeuble servant à un usage agricole;
- e) un bâtiment accessoire ou complémentaire tel que défini par les règlements d'urbanisme de la Municipalité;
- f) un bâtiment temporaire au sens des règlements d'urbanisme

Le fait que l'immeuble ne soit pas assujéti au présent règlement en vertu du deuxième alinéa ne dispense pas le requérant de l'obligation d'obtenir le certificat d'autorisation nécessaire avant de procéder à la démolition en vertu *du règlement sur les permis et certificats 008-2021*

#### **COMITÉ DE DÉMOLITION**

##### ARTICLE 6

Est créé le Comité de démolition ayant pour fonction d'autoriser les demandes de démolition et d'exercer tout autre pouvoir conféré par le chapitre V.0.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1).

##### ARTICLE 7

Le Comité est formé de tous les membres du Conseil municipal.

##### ARTICLE 8

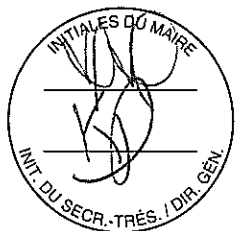
Le mandat d'un membre cesse ou est temporairement interrompu dans les cas suivants:

- a) s'il cesse d'être un membre du Conseil;
- b) s'il a un intérêt personnel direct ou indirect dans une affaire dont le comité est saisi;
- c) s'il est empêché d'agir.

Dans les cas précédents, le Conseil désigne un membre pour la durée non expirée du mandat de son prédécesseur ou pour la durée de l'empêchement de celui-ci ou pour la durée de l'audition de l'affaire dans laquelle il a un intérêt, selon le cas

##### ARTICLE 9

Le président est désigné par le Conseil parmi les membres du Comité qu'il désigne. Celui-ci préside les séances du Comité.



N° de résolution  
ou annotation

Le conseil nomme également un secrétaire du Comité. Il peut s'agir d'un membre du comité ou d'un membre de l'administration municipale. Le secrétaire prépare, entre autres, l'ordre du jour, reçoit la correspondance, dresse les procès-verbaux de chaque réunion et donne suite aux décisions du Comité.

#### ARTICLE 10

Le quorum du comité est le même que celui du conseil municipal. Les décisions sont prises à la majorité des voix. Chaque membre détient un vote et ne peut s'abstenir.

#### ARTICLE 11

Le Comité se réunit, au besoin, lorsqu'une ou des demandes d'autorisation conformes, incluant le paiement des frais requis pour l'étude et le traitement de ladite demande, sont déposées à la municipalité.

#### ARTICLE 12

Le secrétaire, en consultation avec les membres du comité, convoque une séance afin d'étudier la ou les demandes.

### **DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION**

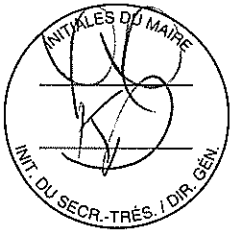
#### ARTICLE 13

Une demande écrite de certificat d'autorisation de démolition doit être transmise à la Municipalité, accompagnée de tout document exigé par le présent règlement et du dépôt de la somme exigée à l'article 17.

#### ARTICLE 14

Toute demande doit être faite par écrit, sur formulaire ou par lettre, et être accompagnée des documents pertinents à la prise de décision du Comité, mais doit minimalement être accompagnée des éléments suivants:

- a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ou de son représentant autorisé;
- b) l'identification et la localisation de tout immeuble ou bâtiment faisant l'objet de la demande;
- c) l'année de construction du ou des bâtiments visés par la demande;
- d) des photographies de l'immeuble visé par la demande;
- e) la description de toute autre construction existante sur l'immeuble;
- f) l'usage actuel et projeté de l'immeuble;
- g) les motifs de la démolition ;



N° de résolution  
ou annotation

- h) s'il s'agit d'un immeuble comprenant des unités de logement, leur nombre, l'état de l'occupation au moment de la demande et les possibilités de relogement des occupants
- i) l'échéancier des travaux prévus comprenant, notamment, la date et le délai de la démolition;
- j) un plan d'implantation de tout bâtiment et aménagement projetés;
- k) le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé

Le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé doit:

- a) préciser les aménagements proposés si le sol dégagé demeure vacant;
- b) préciser les aménagements et l'utilisation si le sol dégagé ne comporte pas la construction d'un ou plusieurs bâtiment principaux;
- c) les dimensions au sol de chaque bâtiment projeté;
- d) les plans de construction de chaque bâtiment projeté;

La demande doit être signée par le requérant ou son représentant dûment autorisé.

#### ARTICLE 15

Le requérant d'un certificat d'autorisation de démolition doit déposer, lors de sa demande, la somme de cent cinquante dollars 150 \$ pour couvrir les frais d'étude et d'émission de son certificat d'autorisation.

Ces frais sont non remboursables, peu importe la décision du Comité.

#### **PROCESSUS D'ANALYSE**

#### ARTICLE 16

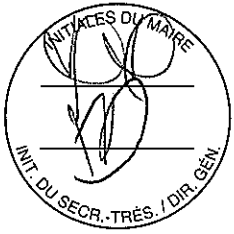
Dès que le Comité est saisi d'une demande d'autorisation de démolition, il doit faire afficher, sur l'immeuble visé par la demande, un avis facilement visible pour les passants.

De plus, il doit sans délai faire publier un avis public de la demande.

Tout avis visé au présent article doit reproduire le texte de l'article 17 du présent règlement.

Lorsque l'immeuble visé est un immeuble patrimonial, copie de cet avis doit être transmise sans délai au ministre de la Culture et des Communication.

#### ARTICLE 17



N° de résolution  
ou annotation

Toute personne qui veut s'opposer à la démolition doit, dans les 10 jours de la publication de l'avis public ou, à défaut, dans les 10 jours qui suivent l'affichage de l'avis sur l'immeuble concerné, faire connaître par écrit son opposition motivée au greffier.

#### ARTICLE 18

Avant de rendre sa décision, le Comité doit considérer les oppositions reçues

Il doit tenir une audition publique si la demande d'autorisation est relative à un immeuble patrimonial.

Il peut, dans tout autre cas, tenir une audition publique s'il l'estime opportun.

#### **DÉCISION DU COMITÉ**

#### ARTICLE 19

Le Comité doit refuser la demande d'autorisation si le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé n'a pas été approuvé ou si les frais exigibles n'ont pas été payés.

#### ARTICLE 20

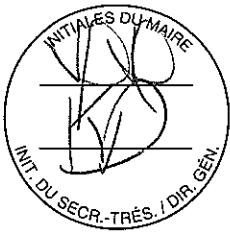
Le Comité accorde l'autorisation s'il est convaincu de l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties.

Avant de se prononcer sur une demande d'autorisation de démolition, le Comité doit considérer notamment:

- a) l'état de l'immeuble visé par la demande;
- b) la détérioration de l'apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage;
- c) le coût de la restauration, l'utilisation projetée du sol dégagé;
- d) le programme préliminaire de réutilisation du sol
- e) le préjudice causé aux locataires;
- f) les besoins de logements dans les environs;
- g) la possibilité de relogement des locataires;
- h) Sa valeur patrimoniale, incluant l'histoire de l'immeuble, sa contribution à l'histoire locale, son degré d'authenticité et d'intégrité, sa représentativité d'un courant architectural particulier et sa contribution à un ensemble à préserver.

#### ARTICLE 21

Le Comité peut, s'il le juge nécessaire pour une meilleure compréhension de la demande, demander au requérant qu'il fournisse, à ses frais, toute précision supplémentaire, toute information ou tout rapport préparé par un professionnel.



N° de résolution  
ou annotation

## ARTICLE 22

Lorsque le Comité accorde l'autorisation, il peut imposer toute condition relative à la démolition de l'immeuble ou à la réutilisation du sol dégagé. Il peut notamment déterminer les conditions de relogement d'un locataire, lorsque l'immeuble comprend un ou plusieurs logements.

## ARTICLE 23

Si des conditions sont imposées conformément à l'article 22, le Comité peut exiger que le requérant fournisse à la Ville une garantie monétaire pour assurer le respect de ces conditions.

Les modalités de la garantie financière exigé sont fixées par le comité. Il peut notamment déterminer le type de garanties, le montant de la garantie et le moment de la remise au propriétaire.

## ARTICLE 24

La décision du Comité concernant la démolition doit être motivée et transmise sans délai à toute partie en cause et au conseil municipal.

Lorsque l'immeuble visé est un immeuble patrimonial, une copie de doit être transmise sans délai à la MRC.

## **APPEL**

### ARTICLE 25

Toute personne peut, dans les 30 jours de la décision du Comité, interjeter appel de cette décision devant le Conseil.

Le conseil peut, de son propre chef, dans les 30 jours d'une décision du comité qui autorise la démolition d'un immeuble patrimonial, adopter une résolution exprimant son intention de réviser cette décision.

Tout membre du Conseil, y compris un membre du Comité, peut siéger au conseil pour entendre un appel interjeté en vertu du premier alinéa.

### ARTICLE 26

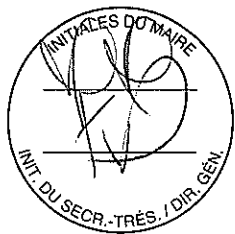
L'appel doit être fait par une demande écrite et motivée laquelle doit être reçue au greffe de la Municipalité au plus tard le trentième jour suivant celui où la décision a été rendue.

### ARTICLE 27

Le Conseil peut confirmer la décision du Comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû prendre.

## **ÉMISSION DU CERTIFICAT**

### ARTICLE 28



N° de résolution  
ou annotation

Aucun certificat d'autorisation de démolition ne peut être délivré par la personne désignée en vertu du présent règlement avant l'expiration du délai de 30 jours prévu par l'article 25 ni, s'il y a eu appel en vertu de cet article, avant que le Conseil n'ait rendu une décision autorisant la démolition.

Si la décision porte sur un immeuble patrimonial, un certificat d'autorisation ne peut être émis que suite à l'expiration du délai de 90 jours suivant la réception par la MRC de l'avis de la décision municipale.

## **DISPOSITIONS CONCERNANT LES IMMEUBLES COMPRENANT UN OU PLUSIEURS LOGEMENTS**

### ARTICLE 29

Le requérant doit faire parvenir un avis de la demande à chacun des locataires de l'immeuble, le cas échéant.

### ARTICLE 30

Si une personne désire acquérir cet immeuble pour en conserver le caractère locatif résidentiel, elle peut, tant que le Comité n'a pas rendu sa décision, intervenir par écrit auprès du greffier pour demander un délai afin d'entreprendre ou de poursuivre des démarches en vue d'acquérir l'immeuble.

### ARTICLE 31

Si le Comité estime que les circonstances le justifient, il reporte le prononcé de sa décision et accorde à l'intervenant un délai d'au plus deux mois à compter de la fin de l'audition pour permettre aux négociations d'aboutir. Le Comité ne peut reporter le prononcé de sa décision pour ce motif qu'une seule fois.

### ARTICLE 32

Le locateur à qui une autorisation de démolition a été accordée peut évincer un locataire pour démolir un logement.

Toutefois, un locataire ne peut être forcé de quitter son logement avant la plus tardive des éventualités suivantes, soit l'expiration du bail, ou l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de délivrance du certificat d'autorisation.

### ARTICLE 33

Le locateur doit payer au locataire évincé de son logement une indemnité de trois mois de loyer et ses frais de déménagement. Si les dommages-intérêts résultant du préjudice que le locataire subit s'élèvent à une somme supérieure, il peut s'adresser au Tribunal administratif du logement pour en faire fixer le montant.

L'indemnité est payable au départ du locataire et les frais de déménagement, sur présentation des pièces justificatives.

## **DISPOSITIONS CONCERNANT LES IMMEUBLES PATRIMONIAUX**

### ARTICLE 34



N° de résolution  
ou annotation

Si une personne désire acquérir un immeuble pour en conserver le caractère patrimonial, elle peut, tant que le Comité n'a pas rendu sa décision, intervenir par écrit auprès du greffier pour demander un délai afin d'entreprendre ou de poursuivre des démarches en vue d'acquérir l'immeuble

#### ARTICLE 35

Le Comité doit consulter le comité consultatif du patrimoine avant de rendre une décision relative à un immeuble patrimonial.

#### **EXÉCUTION DES TRAVAUX**

#### ARTICLE 36

Lorsque le Comité accorde l'autorisation, il peut fixer le délai dans lequel les travaux de démolition doivent être entrepris et terminés.

Il peut, pour un motif raisonnable, modifier le délai fixé, pourvu que demande lui en soit faite par écrit avant l'expiration de ce délai.

#### ARTICLE 37

Si les travaux de démolition ne sont pas entrepris avant l'expiration du délai fixé par le Comité, l'autorisation de démolition est sans effet.

Si, à la date d'expiration de ce délai, un locataire continue d'occuper son logement, le bail est prolongé de plein droit et le locateur peut, dans le mois, s'adresser au Tribunal administratif du logement pour fixer le loyer.

#### ARTICLE 38

Si les travaux ne sont pas terminés dans le délai fixé, le Conseil peut les faire exécuter et en recouvrer les frais du propriétaire. Ces frais constituent une créance prioritaire sur le terrain où était situé l'immeuble, au même titre et selon le même rang que les créances visées au paragraphe 5° de l'article 2651 du Code civil; ces frais sont garantis par une hypothèque légale sur ce terrain.

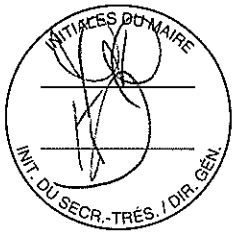
#### **DROIT DE VISITE**

#### ARTICLE 39

En tout temps pendant l'exécution des travaux de démolition, une personne en autorité sur les lieux doit avoir en sa possession un exemplaire du certificat d'autorisation. Un fonctionnaire de la Municipalité désigné par le Conseil peut pénétrer, à toute heure raisonnable, sur les lieux où s'effectuent ces travaux afin de vérifier si la démolition est conforme à la décision du Comité. Sur demande, le fonctionnaire de la Municipalité doit donner son identité et exhiber le certificat, délivré par la Municipalité, attestant sa qualité.

#### **DISPOSITIONS FINALES**

#### ARTICLE 40



N° de résolution  
ou annotation

Le fait de se conformer au présent règlement ne soustrait pas de l'obligation de se conformer à toute autre loi ou tout autre règlement applicable en l'espèce, notamment la *Loi sur le Tribunal administratif du logement*.

## **CONTRAVENTIONS ET PÉNALITÉS**

### **ARTICLE 41**

Sans préjudice aux autres recours pouvant être exercés par la Municipalité, quiconque procède ou fait procéder à la démolition d'un immeuble sans avoir obtenu au préalable une autorisation de démolition ou à l'encontre des conditions applicables est passible, en plus des frais, d'une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 250 000 \$.

La Municipalité peut également demander au tribunal d'ordonner à cette personne de reconstituer l'immeuble ainsi démolit et, à défaut, d'autoriser la municipalité à procéder à la reconstitution et en recouvrer les frais du propriétaire, en application de l'article 148.0.17 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

### **ARTICLE 42**

Est passible d'une amende maximale de 500 \$:

1° quiconque empêche un fonctionnaire de la Municipalité de pénétrer sur les lieux où s'effectuent les travaux de démolition;

2° la personne en autorité chargée de l'exécution des travaux de démolition qui, sur les lieux où doivent s'effectuer ces travaux, refuse d'exhiber, sur demande d'un fonctionnaire de la Municipalité, un exemplaire du certificat d'autorisation.

## **ENTRÉE EN VIGUEUR**

### **ARTICLE 43**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

## **POINTS DIVERS**

### **SUIVI DE DOSSIER**

#### **URLS GIM**

Il est proposé par Sylvie Charest est résolu à l'unanimité des conseillers présents ;

044-2023

Que la municipalité de Saint-André-de-Restigouche adhère à l'Unité Régionale des Loisirs et Sport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et qu'elle engage une somme de 82\$ représentant le coût de la cotisation annuelle ;

Qu'elle délègue la personne suivante pour la représenter à l'assemblée générale de l'URLS GIM : Jean-Paul Landry

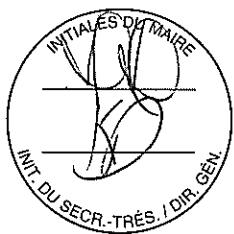
### **ASSURANCE RENOUVELLEMENT (CLUB DES 50 ANS ET PLUS)**

Il est proposé par Edgard Boilard et résolu à l'unanimité des conseillers présents ;

045-2023

Que la municipalité facture au Club des 50 ans et plus le montant de 250\$ couvrant ainsi leur part d'assurance.

## **PANNEAUX D'INDICATION DE TRAVERSE DE MOTONEIGE**



N° de résolution  
**046-2023** / annotation

**047-2023**

Considérant la demande du club de motoneige d'ajouter des panneaux d'indication pour la traverse de motoneige dans la route St-Victor ;

Considérant la soumission de l'entreprise SPI Santé sécurité ;

Il est proposé par Jean-Marie St-Onge et résolu à l'unanimité des conseillers présents ;

Que la municipalité accepte la soumission de 312.80 taxes incluses et Que la municipalité commande 1 panneau supplémentaire.

### **SÉCURITÉ PUBLIQUE**

#### **ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL 2022 EN SÉCURITÉ INCENDIE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANDRÉ-DE-RESTIGOUCHE**

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 35 de la Loi sur la sécurité incendie, la municipalité doit produire le rapport annuel d'activités 2022 faisant état de l'application des mesures dont elle est responsable prévues au schéma de couverture de risques et des projets pour l'année suivante en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal a pris connaissance dudit rapport;

CONSIDÉRANT qu'une copie du rapport annuel d'activités du service de sécurité incendie et de la résolution l'acceptant doivent être acheminées à la MRC pour transmission au ministère de la Sécurité publique;

IL EST PROPOSÉ PAR : Roch Gohier

et résolu unanimement que le conseil municipal de la Municipalité de Saint-André-de-Restigouche accepte le rapport d'activités de son service de sécurité incendie pour l'année 2022, et qu'une copie de celui-ci et de la présente résolution soient acheminées à la MRC Avignon.

### **LOISIRS**

Le conseiller, Jean-Paul Landry nous annonce qu'il y a un nouveau comité des loisirs formé ;

Président : Rémi Pineault  
Vice-Président : Jean-Paul Landry  
Secrétaire : Patrick Charest  
Administrateur : Annick Deschênes  
Administrateur : Jennifer Ouellette

Il y aura une activité Randonnée nocturne en raquettes le 17 mars prochain.

Le conseiller Edgard Boilard demande que la municipalité remette plus que le 5000\$ prévu au budget étant donné la fermeture du magasin Coop. La décision est reportée.

**048-2023**

#### **NEIGE SUR LE TOIT DES BATIMENT MUNICIPAUX**

Considérant la demande du conseiller Jean-Paul Landry d'avoir un employé pour déneiger le toit du chalet sportif;

Considérant que le chalet sportif est un bâtiment municipal;

Il est proposé par Tammy Arseneault et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

Que la municipalité de Saint-André-de-Restigouche engage Steve Levesque afin de déneiger les bâtiments municipaux au besoin.

### **SERVICE DE PROXIMITÉ**

Nous sommes dans le regret d'annoncer que notre magasin Coop a fermé ses portes malgré tous les efforts de nos bénévoles et administrateurs.

**049-2023**

#### **ROUTE DES BELVEDERES**



N° de résolution  
ou annotation

Considérant le budget 2023;

Considérant les résolutions 026-2023 et 027-2023;

Il est proposé par Sylvie Charest et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

Que la municipalité paie les factures suivantes à la Corporation de Développement Économique MLP:

-facture #73 18 707.00\$  
-facture #78 19 336.52\$  
-facture #82 1 216.00\$  
-facture #90 2 077.44\$

050-2023

#### CREGIM

Il est proposé par Jean-Paul Landry et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

Que la municipalité renouvelle son adhésion 2022-2023 au montant de 75\$.

#### PÉRIODE DE QUESTIONS


Monsieur Gaétan Dufour nous questionne sur un sujet de la réunion.

051-2023

#### LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

L'ordre du jour ayant été épuisé, la présidente déclare l'assemblée close.

La levée de l'assemblée est proposée par Roch Gohier à 20h08.

  
Maire

  
Directrice générale & greffière-trésorière

Je, Doris Deschênes, maire, atteste que « la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal »

  
Doris Deschênes, maire